

# Déclaration des partenaires de l'enseignement supérieur pour un engagement électoral concernant un réinvestissement fédéral en éducation postsecondaire

Les partenaires de l'enseignement supérieur souhaitent contribuer à la valorisation de l'éducation et démontrer l'importance de la formation postsecondaire pour le développement social et culturel, la prospérité économique et la participation à la vie citoyenne.

- Considérant qu'une augmentation de la contribution du gouvernement fédéral au financement de base des collèges et des universités est nécessaire et passe par la hausse du transfert canadien en matière de programmes sociaux ;
- Considérant que cette augmentation doit répondre à la diversité des besoins de l'éducation postsecondaire au Canada et permettre des solutions adaptées en favorisant la collaboration entre les gouvernements, dans le respect des compétences des provinces et des territoires en matière d'éducation postsecondaire ;
- Considérant que les partenaires de l'enseignement supérieur prennent acte de l'engagement du gouvernement du Québec de dédier aux besoins des établissements d'enseignement supérieur tout réinvestissement du gouvernement fédéral en matière d'éducation postsecondaire ;
- Considérant que le transfert canadien en matière de programmes sociaux a diminué de 2,2 milliards en dollars courants entre 1994-1995 et 2005-2006 ;
- Considérant que cette diminution représente un montant de l'ordre de 4,9 milliards de dollars lorsque l'on tient compte de la non-indexation du transfert global et qu'un réinvestissement de ce niveau permettrait de ramener la contribution fédérale au financement de l'éducation postsecondaire à sa valeur d'il y a 11 ans ;
- Considérant que le premier ministre Paul Martin s'est engagé, en juin 2004, à renouveler la collaboration fédérale-provinciale en matière de financement pour l'éducation postsecondaire. Répondant à une question à ce sujet, M. Martin expliquait que les transferts sociaux avaient été divisés en deux parties (un montant pour la santé et un autre pour l'éducation et l'aide sociale) : « Je crois que nous aurons à le diviser une autre fois pour cibler nos besoins, particulièrement dans le cas de l'éducation. Cela devrait éventuellement représenter environ 7 à 8 milliards... Ainsi, nous allons donner l'argent directement aux provinces. »<sup>1</sup> Le respect de cet engagement permettrait d'assurer un niveau de financement récurrent correspondant aux besoins de développement des établissements d'enseignement supérieur.

Dans le cadre de la campagne électorale fédérale 2005, les partenaires de l'enseignement supérieur demandent aux partis politiques de prendre un engagement formel quant à l'augmentation des transferts aux provinces et aux territoires pour l'éducation postsecondaire.

<sup>1</sup> "The Great Canadian Job Interview" CBC, June 4, 2004